



Réf : 3_smara_15_1_x221

Titre : Energie : «Les projets suivent leur cours normal»

- **Amina Benkhadra** ne veut pas parler de retard.
- **Fassi Fihri** : «La fusion ONE-ONEP sera menée dans les meilleures conditions».



Amina Benkhadra, ministre de l'Energie, des mines, de l'eau et de l' environnement.

La cérémonie de signature des trois conventions de partenariat, conclues en fin de semaine dernière entre les gouvernements marocain et français était l'occasion de rencontrer tous les hauts responsables du secteur de l'énergie. A commencer par l'hôte de la journée Amina Benkhadra, qui a consacré assez de temps pour répondre aux questions des journalistes français venus en masse pour couvrir l'évènement. Mais leurs interrogations sont restées limitées au dossier de l'environnement et du développement durable.

Outre les débats officiels, la ministre s'est exprimée, dans une discussion en aparté, par rapport au retard présumé de plusieurs chantiers énergétiques. En effet, des industriels de plusieurs secteurs reprochent au ministre de l'Energie et des mines le retard de lancement de plusieurs marchés. Ce qui nuit à la bonne marche des affaires dans plusieurs activités. Benkhadra ne veut pas parler de retards. «*Les projets suivent leur cours normal. Ce sont des processus réglementaires que ces marchés doivent respecter avant d'aboutir*», indique-t-elle. Et d'ajouter, «*Nous devons bien ficeler les projets avant de lancer leur réalisation*».

Qu'en est-il du cas spécifique du marché du Parc éolien de Tarfaya ? Un marché reporté à deux reprises et qui continue à semer le doute parmi les opérateurs du secteur énergétique. «*Si ce marché a été reporté, c'est parce que les soumissionnaires sélectionnés dans la short list ont demandé plus de temps pour affiner leurs offres. Le retard est en aucun cas de notre responsabilité*», lance-t-elle. Outre les marchés de l'énergie, Benkhadra maintient le flou par rapport à l'éventuel projet d'installer une seconde raffinerie de pétrole dans la zone de Jorf Lasfar. Après avoir refusé de s'exprimer par rapport à ce sujet dans une précédente discussion que nous avons eue avec elle, elle s'est limitée à indiquer cette fois-ci qu'«aucune décision n'a été prise à ce sujet». Cela ne fait qu'accroître les incertitudes par rapport



à ce projet. D'autant, que bon nombre d'opérateurs dont la Samir mettent en avant la grande difficulté de le réaliser et la rentabilité controversée du modèle de l'importation du pétrole brut pour l'exporter sous forme de produits raffinés.

- **M. Bakkoury confirme le projet d'une deuxième ferme solaire prévue sur 2.000 hectares dans la région d'Aïn Beni Mathar dans l'Oriental.**

Autre gros calibre présent lors de la cérémonie de signature de la semaine dernière, le DG du futur mastodonte ONEE (fusion entre ONE et ONEP), Ali Fassi Fihri, dont les déclarations publiques se comptent sur les bouts des doigts. A propos de l'opérationnalisation de la fusion entre les deux offices, Fassi Fihri précise *«qu'un texte juridique est déjà prêt. Il sera appliqué, une fois voté au Parlement»*. Reste à savoir quand ce vote aura lieu. *«Il est programmé pour la session parlementaire actuelle»*, répond Fassi Fihri. Au-delà des questions législatives, les opérateurs du secteur de distribution d'eau et d'électricité et l'opinion publique en général se posent des questions par rapport aux modalités de réalisation de cette fusion et les éventuelles difficultés auxquelles elles devraient être confrontées. D'autant plus, que les deux offices sortent de plusieurs décennies de bureaucratie publique. En entendant cette question, Fassi Fihri marque un temps avant de répondre, *«j'ai lu ce que vous avez écrit par rapport à ce sujet. Mais nous sommes des professionnels et nous allons mener l'opération dans les meilleures conditions»*. En dehors des questions liées à la fusion, comment Fassi Fihri prévoit de connecter les zones de production d'énergie solaire avec le réseau de l'ONE ? *«Vous avez prévu les moyens nécessaires pour réaliser cette connexion»*, précise le DG de l'ONE/ONEP.

Dans le domaine des énergies renouvelables, un autre interlocuteur incontournable était présent lors de la cérémonie de signature. Vous l'aurez deviné, c'est Mustapha Bakkoury le président du directoire de l'Agence marocaine des énergies renouvelables (MASEN). Bakkoury annonce d'abord un afflux massif des investisseurs pour le projet de la ferme solaire de Ouarzazate. Il confirme le projet d'une deuxième ferme solaire prévue sur 2.000 hectares dans la région d'Aïn Beni Mathar dans l'Oriental. Mais il n'annonce pas de calendrier de réalisation de ce projet. Par rapport au Kyoto Park, la zone industrielle respectueuse de l'environnement dans les environs d'Oujda, Bakkoury précise que *«cette zone sera en partie dédiée aux industries liées aux énergies renouvelables. Mais elle abritera également des activités liées à d'autres secteurs, à condition qu'elles soient conformes aux modes de production propre»*. Le ministre de l'Economie et des finances, Salaheddine Mezouar a fait le cachotier, contrairement à ses habitudes. Quatre mots, c'est tout ce qu'il nous a dit dans la discussion que nous avons eue avec lui. D'une part, pour savoir à quel horizon est prévu le lancement de l'emprunt obligataire à l'internationale. *«On prépare»*, répond-il. Serait-il question de dépasser le milliard de DH, comme le prévoient certaines sources du marché ? *«On verra»*, lance Mezouar.

Aucun article connexe.Tags: [Energie](#)

Source : web